

PARAÎT TOUS LES 15 JOURS  
A DISCUTER, A REPRODUIRE,  
Abonnement (2 carnets de timbres  
pour un an)

**Cinquième zone**  
**11, rue S. ALLENDE**  
**92220 BAGNEUX**  
Déclaration 01/00117P

Site : [www.cinquieme-zone.org](http://www.cinquieme-zone.org)  
Mail :  
[cz.courrier@cinquieme-zone.org](mailto:cz.courrier@cinquieme-zone.org)

12 septembre 2004  
N°177

**CINQUIÈME ZONE**

## ABONNEMENTS

- 1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).
- 2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

**Nom :**

**Prénom :**

**Téléphone :**

**Adresse :**

## REGLEMENT DE COMPTE ENTRE BOURREAUX : 500 VICTIMES INNOCENTES

Le bain de sang en Ossétie est une illustration terrible de la façon dont les dirigeants russes tout comme ceux qui espèrent s'installer au pouvoir dans une Tchétchénie « libérée » considèrent les peuples : de la chair à chantage et à mitraille qu'on prend en otage et massacre ou qu'on « libère » en la massacrant tout autant. A Beslan, la bataille entre les bourreaux au pouvoir et les apprentis bourreaux a fait quelque 500 victimes.

Voilà dix ans que la guerre fait rage presque en permanence dans cette région mais le conflit, de type colonial, est bien plus ancien. Résistant à la colonisation de l'empire russe (chrétien orthodoxe) au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Tchétchènes se convertissent à l'Islam. Après 75 ans de guerre dans les montagnes du Caucase, ils sont chassés vers la Turquie. Puis, revenus dans leur pays sous la domination russe, leur soulèvement contre la collectivisation forcée des terres est féroce réprimé par Staline en 1927. En 1944 il les accuse d'avoir collaboré avec l'armée allemande et les fait déporter en masse en Sibérie. Khrouchtchev les réhabilite et les libère en 1957.

Après l'effondrement de l'URSS, la Tchétchénie proclame son indépendance, provoquant une première intervention russe (1994-1996), bientôt suivie d'une seconde en 1999, déclenchée délibérément par la Russie. Le bilan est terrible : 150 000 morts (sur moins d'un million d'habitants), 350 000 réfugiés dans les pays voisins. L'installation dans Grozny bombardée et pratiquement rasée d'un gouvernement tchétchène (dirigé par Kadyrov puis, après son assassinat, par Alkhanov) aux ordres de Poutine et la terreur que font régner ses milices n'empêchent pas la guérilla, les attentats et les prises d'otages en Tchétchénie et en Russie (théâtre de Moscou en 2002, attentat à Moscou et explosion de deux avions il y a 15 jours). Situation classique d'une guérilla qui ne peut l'emporter militaire-

ment et qu'une armée coloniale est incapable d'étouffer malgré les pires exactions. Récemment encore, un capitaine qui avait froidement exécuté un Tchétchène pris par hasard a été acquitté par un tribunal russe.

Malgré la perte de plus de 10 000 soldats et le coût énorme de la guerre (plus de 2 milliards d'euros par mois), la Russie s'acharne à contrôler cette région qui produit encore du pétrole et qui, surtout, se trouve sur la route des immenses gisements pétroliers de Bakou. Mais, plus que tout, comme les Tzars russes et Staline bien avant lui, Poutine veut empêcher que la perte de ce petit territoire (deux ou trois départements français) ne déclenche une sorte d'effet domino et n'amène la mosaïque imbriquée de populations de la région (Ingouches, Ossètes, Géorgiens, Daghestan, etc), à prendre à leur tour leur indépendance, déstabilisant tout le Caucase.

Martyrisé par la soldatesque russe depuis deux siècles, le peuple Tchétchène a droit à son indépendance.

Outre les innombrables souffrances qu'il lui a fait endurer, le colonialisme russe risque de léguer un fléau supplémentaire au peuple tchétchène : l'intégrisme. En usurpant l'héritage de la révolution russe et en lui donnant le visage hideux du stalinisme, les dirigeants soviétiques ont ruiné l'espoir dans les idées de progrès et de solidarité entre les peuples. Ils ont dégagé la voie à des dirigeants nationalistes réactionnaires, pour certains adeptes déclarés de l'intégrisme fanatique, ceux qui ont montré à Beslan qu'ils ne reculaient devant aucune horreur.

Le présent des Tchétchènes et des peuples de la région est abominable. Leur avenir, quand bien même ils parviendraient à s'affranchir de la domination russe, risque fort de n'être pas meilleur s'ils ne parviennent pas aussi à se libérer de la mainmise des fanatiques formés au mépris de la vie, tout aussi tyranniques et sourds aux aspirations du peuple que les Tzars, Staline ou Poutine.

## LA CONCURRENCE, ÇA RUINE !

C'est la rentrée ! Rien ne change, mais la propagande se doit de trouver un thème porteur et cette année ce sont les bienfaits de la concurrence.

On nous explique que pour combattre la vie chère et améliorer la qualité des produits et accessoirement celle de notre existence, il faut briser les monopoles d'Etat inefficaces afin de les privatiser en créant la bienfaitante multiplicité des offres.

Pourtant, la réalité démontre à l'envi que les grandes sociétés publiques et nationalisées sont plus innovantes, plus performantes et produisent des marchandises et des services moins chers et de meilleure qualité que ceux du privé. Mais le monde politique et industriel s'en fout. Leurs économistes, en général salariés d'une université publique, se font des grattes substantielles en disant aux capitalistes ce qu'ils ont envie d'entendre. Ils leur répètent donc du matin au soir leur credo : « Concurrence et Privatisation sont les deux mamelles des super-profits ».

Pourtant la réalité ne fait que nous affirmer le contraire, depuis plus de 50 ans, et dans tous les domaines : les transports, l'énergie, la santé ou les télécoms.

C'est le statut national de la SNCF qui lui a permis d'investir dans des projets socialement rentables mais impossibles à financer dans le cadre du profit immédiat. Le TGV permet d'économiser des millions d'heures et des milliards d'euros à la production sociale. Par contre, en Angleterre, le désastre de la privatisation des trains s'est terminé avec plusieurs catastrophes qui ont imposé que les rails soient à nouveau nationalisés.

L'EDF nous fournit le service le plus fiable du monde et aussi l'électricité la moins chère. Mais voilà qu'on privatise et, automatiquement, le premier effet est une hausse des prix qui est rendue réellement nécessaire par les dépenses publicitaires obligatoires (pour conserver son marché) et l'accroissement tout aussi obligatoire des bénéfices en prévision des coups durs ! Partout où on a privatisé l'électricité, les prix se sont envolés de 10% par an et le service s'est dégradé (pannes et pénurie de

courant, comme cela s'est produit en Californie).

La santé : tous les jours, on nous parle du gouffre de la Sécu. Mais saviez-vous que les Américains payent le double de nous par habitant alors que 40 millions d'américains sont sans couverture sociale ? L'explication est très simple. Au lieu d'une seule caisse qui gère l'ensemble de la population et dispose de moyens de pressions sur le prix des médicaments et des hôpitaux, des dizaines de sociétés privées se concurrencent en multipliant les frais de gestion et les coûts publicitaires. Moralité : si la Sécu ne dépense que 4% des cotisations en frais de gestion, les sociétés d'assurance privées, prétendues « rationnelles et performantes », gaspillent 20% des sommes perçues. Et comme ce n'est pas l'intérêt général, mais le profit qui les guide, elles n'exercent aucune pression sur les coûts. Les médicaments et journées d'hôpital coûtent deux fois plus cher qu'en France.

Enfin, même pour le téléphone, dont le prix était déjà hallucinant du temps du monopole de France Télécom, rien n'a été amélioré : les dépenses mensuelles de chacun ont explosé depuis l'ouverture du marché. Seuls les capitalistes en profitent, en revendant au détail ce qu'ils ont acheté en gros à France Télécom.

Par exemple, ceux qui croient faire une bonne affaire avec Free à 30 euros par mois devraient consulter son bilan qui affiche un bénéfice officiel net de 15%, soit près du double avant impôt. France Télécom pourrait offrir la même chose à 10 euros si nous étions capables d'imposer le service public et d'exercer un contrôle direct sur son fonctionnement. Vive la concurrence !

Impossible d'en dire plus sur une page, mais cela suffit pour démontrer qu'on ferait mieux de se battre pour le service public sous notre contrôle actif que de dépenser notre énergie à gratter des centimes illusoire dans un système concurrentiel qui gaspille les ressources pour défendre son profit.

### CINQUIEME ZONE

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite, ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui s'y posent. Les quartiers les plus pauvres sont aussi les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Ils sont ceux où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou ceux qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Chômage, précarité, pauvreté, racisme, violence, sont les produits d'une société injuste qu'il faut combattre. Faute de quoi l'injustice et la misère seront le terreau des fanatismes.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Fascistes et intégristes se font la courte-échelle.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, les jeunes en particulier, doivent reprendre le combat collectif des opprimés contre les oppresseurs. C'est par les armes de l'action politique et syndicale que les générations passées avaient obtenu les améliorations dont nous continuons malgré les attaques incessantes, à bénéficier. C'est en reprenant ces traditions de combat que nous enrayerons la spirale de la pauvreté.